Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/DU-TRES-POSSIBLE-COMMUNISME

Contribution au 33ème congres (site PCF)

DU TRES POSSIBLE COMMUNISME

- S'organiser... - 33eme Congrès du PCF - Contributions -

Date de mise en ligne : lundi 21 novembre 2005

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Dans son discours actuelle PCF ne cesse de protester de son engagement anticapitaliste, et d'annoncer, selon la netteté qu'on veut donner au propos, soit la« rupture avec le capitalisme », soit la« transformation sociale ». Ces déclarations grandiloquentes mettent encore davantage en relief la modestie et la sagesse des propositions concrètes avancées par le parti. Ces dernières années on a fait grand état de la construction « sécurité-emploiformation » présentée comme la proposition communiste du moment. Il se trouve que la droite vient de l'adopter sous le vocable encore plus rassurant de « sécurité sociale professionnelle ». Il Ya là motif à s'interroger sur le caractère révolutionnaire de notre pensée d'aujourd'hui.

Cependant, à bien examiner les choses, on conviendra en effet que tous les malheurs de notre monde s'inscrivent dans les licenciements massifs et la crise de l'emploi, qu'il s'agisse de pauvreté, de marginalisation, de délinquance, d'insécurité, d'échec scolaire, de difficultés de logement. Certes, le plein emploi ne guérirait pas tous ces maux, mais il les atténuerait au point d'envisager contre eux un combat qui ne serait pas sans espoir.

Or le chômage est le fruit amer du mode de production capitaliste. La destruction de l'emploi est une nécessité pour la survie de l'entreprise capitaliste, contrainte de diminuer la rémunération du travail pour satisfaire des actionnaires intraitables sur leurs dividendes. Quand on sait que leurs prélèvements atteignent quarante pour cent des richesses produites par les travailleurs, on peut rêver à ce que serait, sans ces ponctions, l'outil de production.

L'espoir de changement ne peut venir que de l'abolition de l'actionnariat et de la collectivisation des moyens de production.

Pour citer Marx, parmi tant d'autres, et dans l'une de ses abondantes réflexions : *« Si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous son propre contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très « possible » communisme ? »* (la guerre civile en France.)

Ce« possible » doit retenir l'attention. Il signifie que l'idée est d'application immédiate, que point n'est besoin d'attendre la révolution, que d'ores et déjà on peut s'engager dans la voie progressive de l'appropriation de l'outil de production. Le possible c'est ce qu'on peut mettre en place aujourd'hui dans une société qui n'envisagerait ni n'accepterait aucune voie de fait, mais qui serait sensible à l'argument d'une raisonnable évolution. Le possible c'est d'utiliser la loi pour prendre, entreprise par entreprise, le contrôle de la production par l'autogestion, d'aider les travailleurs licenciés à se constituer en sociétés coopératives ouvrières de production (S.C.O.P.), et de soutenir politiquement la revendication de ces coopératives dans leur candidature à la reprise des usines qui ferment leurs portes en laissant les salariés à la rue. Pour prendre un exemple, lorsqu'au début de cette année Lustucru à Arles a déposé son bilan, les travailleurs se sont regroupés dans une SCOP qui s'est portée candidate à la reprise.

Cette candidature a été écartée par le Préfet de Région, qui ne s'est pas trompé, lui, sur la portée politique de la démarche des travailleurs. Il a préféré la liquidation de l'entreprise. Il savait bien quels intérêts de classe il préservait en refusant la collectivisation d'un moyen de production. Le parti communiste n'y a rien vu. Il est resté passif alors qu'on pouvait attendre

Copyright © Le Vénissian

de lui une mobilisation d'envergure nationale au soutien d'une cause si évidemment marxiste, si fidèle à du « très possible communisme ».

D'autres nombreux exemples dans le temps et dans l'espace montrent comment des tentatives autogestionnaires, pourtant réussies, ont été détruites par l'opposition conjuguée des pouvoirs en place et des anciens propriétaires. A elles aussi il a manqué le soutien politique des partis et syndicats qui avaient pourtant pour vocation de les protéger. Il en a été ainsi en Argentine en 2002 après la grande crise économique, au Brésil au temps du ministre du travail Paul Singer, en 1998 dans l'entreprise russe Vyborg, pour ne parler que de certaines des plus récentes.

Les incrédules objecteront que coopératives et mutuelles existent déjà dans notre pays. Ils ne peuvent nier qu'elles ont succombé à la tentation capitaliste et qu'elles se sont perverties dans une mutation en sociétés par actions réalisant des bénéfices et investissant leurs capitaux.

Dans la société où nous vivons, ou le capitalisme néo-libéral détient le pouvoir, les obstacles à une telle reconquête paraissent insurmontables. Pourtant on peut concevoir une première étape où nous tenterions d'obtenir une loi qui permette à une société coopérative autogestionnaire de bénéficier d'un droit de préférence parmi les repreneurs de toute entreprise qui ferme. Pour cela nous avons à notre disposition la « proposition de loi », procédure qui pourrait être utilisée par le groupe communiste à l'Assemblée Nationale. Bien entendu, cette proposition n'aurait pas la moindre chance d'aboutir. Mais elle aurait l'immense avantage d'être discutée au parlement, et d'initier un débat qui ne manquerait pas d'être relayé par les médias et d'intéresser l'opinion. L'idée pourrait alors gagner les masses pour devenir force politique, selon l'expression de Marx. Dès ce moment elle pourrait figurer en bonne place dans tous les programmes électoraux du parti et regrouper tous ceux, nombreux, qui ne se satisfont pas de l'état de choses d'aujourd'hui.

Car nous devons abandonner le chemin sans issue des propositions réformistes avec l'objectif illusoire de changer de l'intérieur le système capitaliste. Nous n'avons rien à inventer. Il nous suffit de reprendre les idées, les textes et les expériences de nos prédécesseurs.

Alors nous aurons rendu au parti son vrai visage et offert au peuple, dans le communisme, son seul recours contre le désespoir.

Georges Apap, adhérent à la section de Béziers du P.C.F.,
Contribution au 33èmeCongrés.
Béziers le 30 octobre 2005.

Copyright © Le Vénissian